



## À Alizay, Lhotellier Dépollution fera de l'économie circulaire dans la friche Azéo

Le groupe Lhotellier réaménage l'ancienne usine Azéo pour y construire un ensemble d'unités de dépollution, sur le principe de l'économie circulaire et en économisant les terres.



De g. à d. (photo de gauche) : Jean-Marc Magda, Jean-Marc Moglia et Jean-Philippe Lemesle pendant la visite du site vendredi dernier. ©La Dépêche de Louviers / TG

L'an dernier, le groupe Lhotellier inaugurait EBTP Alizay. En 2019, l'entreprise prépare la reconversion de la friche Azéo et sa reconstruction en usine de dépollution. Le village Lhotellier, voué à s'appeler Alizéo en référence à la commune et à l'ancienne fabrique, comprendra une unité de « traitements de terres impactées » et de lavage.

Parmi ses « démarches vertueuses », saluées par le secrétaire général de la préfecture de l'Eure, Jean-Marc Magda, et Jean-Marc Moglia, vice-président de la Case (communauté d'agglomération Seine-Eure), Lhotellier Dépollution mettra en œuvre une économie circulaire et des circuits courts dans le territoire de la Case.

Pour le sous-préfet, l'entreprise bénéficie d'un emplacement stratégique grâce à la proximité de l'autoroute et celle de l'Axe Seine :

Le lien sera possible avec les gros chantiers et travaux de dépollution ailleurs le long de la Seine.

Cela profitera même à d'autres activités du groupe Lhotellier : BTP, bâtiment, carrières et matériaux, démolition, désamiantage...

### Création d'emplois

Dans le cadre de la future activité, le site de dépollution et de traitement de matériaux impactés à Pîtres devrait déménager à Alizay, de même pour l'activité de Villers-sur-le-Roule.

Les emplois seront maintenus. En outre, l'entreprise envisage quelques dizaines d'embauches.

À terme, on devrait avoir entre 60 et 70 personnes en permanence sur le site, sans compter les salariés dans les chantiers », précise Jean-François Bulteau, directeur du foncier et du développement du groupe Lhotellier.



Le site Azéo employait quant à lui une cinquantaine de personnes.

### Produits dangereux

Pour arriver à ce résultat, il a d'abord fallu faire le ménage dans l'usine Azéo. Les services de l'État se sont chargés de la mise en sécurité du périmètre en 2017 et de l'évacuation des substances dangereuses en 2018. Le site classé Seveso conditionnait des produits chimiques.

Quand elle a été mise en liquidation, l'entreprise a abandonné environ 500 tonnes de déchets. « Quand je suis arrivé, je me suis demandé si je n'allais pas repartir en courant », raconte Jean -Philippe Lemesle , vice-président du groupe Lhotellier et directeur de l'activité industrielle.

Je fais partie des gens qui ont eu peur. Finalement, la collaboration avec tout le monde a permis de sortir de l'impasse » , a ajouté Jean-Marc Moglia.

Cela permet au secrétaire général de la préfecture de rappeler les raisons ayant poussé l'État à intervenir :

L'entreprise est partie, laissant un site moche. Pourtant la législation impose des remises en état. Mais le liquidateur n'avait plus l'argent ni les moyens.

### Foncier économisé

Le [groupe Lhotellier](#) se charge désormais de la destruction des locaux et du réaménagement des 5,5 ha, en économisant le foncier. Jean-Marc Magda s'en félicite :

On réutilise les terres déjà utilisées. C'est moins coûteux, même s'il faut adapter.

Mais Lhotellier s'épargne quelques démolitions inutiles, comme l'indique Jean-Philippe Lemesle : « Certains bâtiments sont conservés, ils correspondent à la disposition du futur site et de la piste de circulation des poids lourds .